

# La confession d'un terroriste de l'ETA Pourquoi j'ai déposé les a

● De notre envoyée spéciale en Espagne

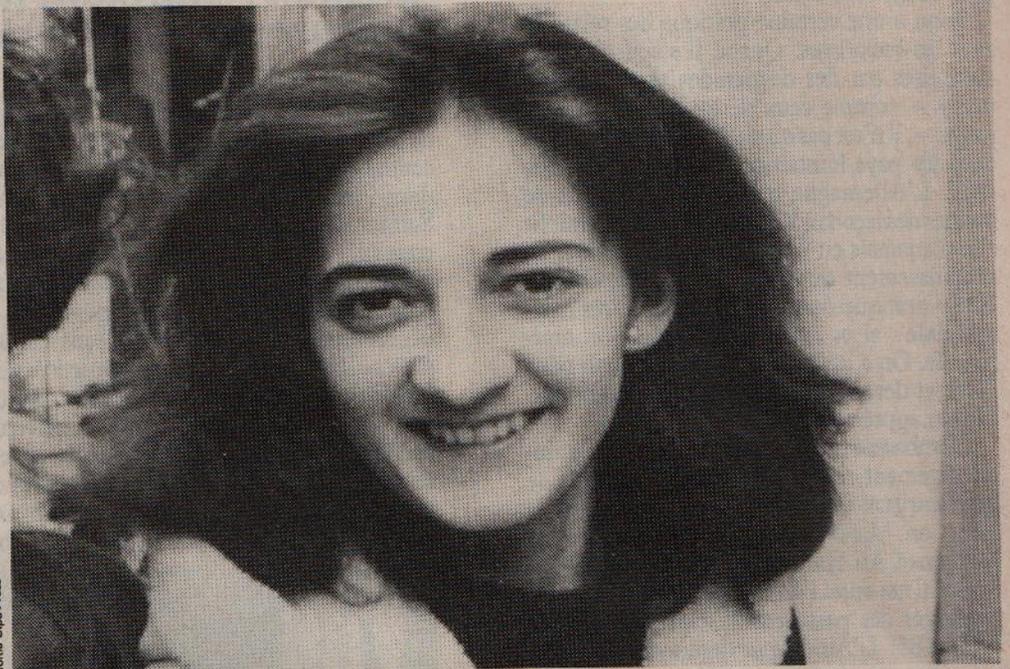
Cet homme a appartenu pendant plus de dix ans à l'ETA militaire. C'était un terroriste. Arrêté et condamné à vingt-six ans de prison, il a souscrit en 1983, avec quarante et un autres détenus de l'organisation basque, à la proposition du « défenseur du peuple », sorte de médiateur élu pour cinq ans par les trois cinquièmes au moins du parlement espagnol. Le contrat : prendre l'engagement de renoncer à la lutte armée en échange de la liberté et de la réinsertion dans la vie civile. Une décision qui a demandé du courage. D'autant que six des signataires, trois ans et demi après, sont toujours incarcérés. Les autorités espagnoles et basques ont mené cette affaire avec une grande discrétion. L'opération est en voie d'achèvement, assez convaincante pour que plus de deux cents etarras réfugiés en France suivent l'exemple des pionniers. Nous avons rencontré celui-ci du côté de Bilbao il y a quelques jours, au moment même où la police arrêtait six membres du commando Madrid de l'ETA, responsable à lui seul de cinquante-huit assassinats en treize ans et notamment de tous les attentats dans la capitale espagnole depuis juin 1985.

**N. O. — Pourquoi refusez-vous la comparution des réinsérés de l'ETA avec les repentis des Brigades rouges ?**

— D'abord parce que, au sens littéral du terme, je ne me repens de rien. J'assume tout ce que j'ai fait au sein de l'ETA militaire et je reste partisan des armes, si le contexte l'exige. Ensuite, contrairement aux repentis, nous n'avons jamais pratiqué la délation. Personne d'ailleurs ne s'est risqué à nous le demander. Ni pendant ni après les négociations, nous n'avons parlé une seule fois à un policier. Pour un Basque indépendantiste, même s'il accepte de poser le fusil, la collaboration avec l'occupant espagnol est impensable. Le pouvoir madrilène comme les chefs de l'ETA le savent parfaitement. Enfin, il n'était pas question que qui que ce soit puisse récupérer cette opération, et les intéressés l'ont compris.

**N. O. — Alors, quel était le marché ? Le gouvernement a-t-il au moins exigé que vous reconnaissez la constitution espagnole ?**

— Certainement pas ! Même de façon implicite, je ne peux adhérer à un cadre constitutionnel qui ne reconnaît pas l'indépendance du Pays basque, pour laquelle je me bats. Je suis sorti de prison après m'être engagé — exclusivement — à défendre mes idées dans les institutions démocratiques. Jusqu'ici, nous avons tous respecté le contrat. La plupart ont préféré couper tous les ponts avec la politique : 10 % à peine militent aujourd'hui dans l'un des partis nationalistes basques.



Maria Dolores Catarain « Yoyes »

**N. O. — Etiez-vous condamné pour crime de sang ?**

— Non, parce qu'il n'y a pas eu de preuves. Mais j'étais tacitement complice d'une organisation terroriste. A quelques exceptions près, les quarante-deux signataires n'étaient pas convaincus d'assassinats. Nous devions donc tous être libérés dans les six mois. Mais le gouvernement espagnol a fait traîner pas mal de grâces, prétextant qu'il était difficile de nous relâcher alors que des bombes éclataient et que les attentats continuaient. Psychologiquement, ça a été dramatique pour ceux qui avaient ouvertement renoncé à la violence et qui attendaient une libération imminente. L'ETA n'a hésité devant rien pour nous maintenir sous sa coupe. Ils ne se sont pas attaqués à moi physiquement mais ils m'ont traîné dans la merde et tenté de me faire passer pour un traître. Nous avons eu dans les cellules des débats houleux. Les structures de l'organisation sont reconstituées dans l'univers pénitentiaire ; les ordres venant des leaders qui résident au Pays basque français franchissent les murs sans encombre. Vivre sous le regard méprisant d'un ancien compagnon d'armes est insoutenable. Certains ont eu beaucoup de mal à choisir la réinsertion, à sauter le pas. Quelques-uns pleuraient de peur.

**N. O. — Qu'est-ce qui vous a conduit à accepter ?**

— A la fois des raisons personnelles et une analyse politique. On peut affronter une longue peine de prison si on sent que ce sacrifice est utile à la cause qu'on défend. Ce n'était plus le

cas. J'ai peu à peu compris que la lutte armée était discutable d'un point de vue éthique puisque la démocratie s'est installée en Espagne. Aux changements sociaux, politiques, historiques de nos provinces basques doit correspondre un changement de stratégie pour l'indépendance. De plus, le terrorisme de l'ETA n'a plus de légitimité populaire chez nous. Ma famille elle-même, qui a été très solidaire, ne comprenait plus cette violence. Elle en souffrait. Mes enfants, qui étaient tout petits quand j'ai été pris, ne connaissaient par leur père. Ma femme était une veuve en quelque sorte. La réinsertion m'a offert une sortie digne.

**N. O. — Digne, mais malaisée ?**

— En regagnant leurs villages, dans ce monde clos et conservateur qui est le nôtre, beaucoup d'entre nous ont dû affronter l'hostilité de ceux qui continuent à croire à l'ETA. Il n'est pas agréable d'être mis en quarantaine, d'être désigné sur le mur de sa maison du mot « traître », de craindre en permanence les repréailles pour les siens et pour soi-même. La peur, encore. De plus, une fois notre liberté octroyée, les gouvernements madrilène et basque n'ont rien fait pour nous aider à trouver du travail par exemple. Un camarade pêche avec sa barasse quelques poissons qu'il vend sur le pot. Un autre, journalier, vient d'être licencié. Beaucoup sont au chômage, un chômage qui s'éternise. Et puis il n'est pas si facile d'échapper au comportement psychologique acquis dans une longue clandestinité.

**N. O. — Il y a trois mois, une ex-responsable**

PHILIPPINES

## Cory entre l'armée et le PC

de l'ETA militaire, Yoyes, qui avait demandé à titre individuel à bénéficier de la réinsertion, a été abattue dans son village par l'organisation alors qu'elle tenait son petit garçon dans ses bras. Quelles sont selon vous les conséquences de cet assassinat ?

— Un point de non-retour. L'arrêt de mort de l'ETA. Yoyes était une grande Basque. Elle a été d'une droiture exemplaire. Ce saut qualitatif des « mili », personne ici ne peut le leur pardonner. Pour la première fois, ils ont eu une attitude maffieuse. Ils ont perdu la pudeur. Dix mille personnes ont assisté à l'enterrement de Yoyes, dont six cents ex-militants et fondateurs de l'ETA. Malgré les 17 % de voix de Herri Batasuna, vitrine légale de l'organisation, l'appui populaire lui fait désormais totalement défaut. Maintenant, pour le peuple, terrorisme et « basquisme » ne font hélas plus qu'un : l'ETA, c'est le despotisme. Alors qu'en 1975 80 % des gens étaient derrière nous ! L'assassinat de Yoyes a secoué jusqu'aux militants emprisonnés. Quinze d'entre eux, depuis sa mort, ont réclamé la réinsertion. C'est une gifle sans précédent !

**N. O.** — *Le peuple basque qui se détourne, des militants qui se dérobent, le contre-terrorisme du GAL (1), une répression policière qui marque des points, des dissensions internes entre « marxistes internationalistes » et nationalistes, une coopération franco-espagnole qui s'est beaucoup renforcée : l'ETA est-elle en voie de disparition ?*

— Non. Bien qu'elle traverse une zone de terribles turbulences. Et même si la police française, qui sait tout ce qui se passe de votre côté des Pyrénées — puisque c'est là que se trouvent les leaders et l'argent, j'ai de bonnes raisons pour l'affirmer —, faisait vraiment le nécessaire, ça n'y changerait rien. L'ETA rentabilise très vite les coups de la police. Le mythe du héros... De plus, tant qu'il y aura des fonds, il y aura un marché pour les jeunes nationalistes au chômage à Bilbao, Saint-Sébastien ou Zarauz, qui iront ensuite s'entraîner dans les camps du Yémen du Sud. Deux Basques sur mille seulement sont prêts à se mouiller pour l'organisation, à ouvrir leur porte aux militants traqués ; ce n'est rien, mais c'est un noyau irréductible. Enfin, la capacité opérationnelle de douze commandos de cinq personnes chacun suffirait à mettre l'Espagne en état de guerre. Ces cinquante-là, l'ETA les trouvera toujours. Voilà pourquoi, pour Madrid comme pour nous, la seule solution réside dans une indépendance politiquement négociée telle que je la défends aujourd'hui. Autrement nous continuerons à souffrir de ce cancer avec métastases.

**Propos recueillis par ELISABETH SCHEMLA** ●

*roupe antiterroriste de Libération.*

Cory Aquino n'a décidément pas de chance. Alors que les électeurs philippins sont appelés à se prononcer lundi par référendum sur le projet de constitution qui doit remplacer la loi fondamentale du régime Marcos, abrogée en mars 1986, elle vient d'affronter deux crises majeures qui illustrent la difficulté de ses relations avec la guérilla communiste et les syndicats d'extrême-gauche, mais aussi avec une partie de l'armée de l'extrême-droite, toujours fidèle à Marcos.

Il est à peu près établi aujourd'hui à Manille qu'une provocation de l'armée est à l'origine de l'affrontement entre militaires et paysans sans terre qui a fait 15 morts parmi les manifestants, il y a dix jours, près du palais présidentiel, provoquant la rupture sine die des négociations avec la rébellion communiste. Et ce sont une nouvelle fois des soldats nostalgiques de Marcos — quelques centaines — qui ont tenté mardi de s'emparer de quatre installations militaires et d'une station de radio-télévision. Pas un véritable putsch, pas non plus une simple révolte de carnaval, comme en juillet dernier. Mais un coup de semonce. Pour la première fois depuis février 1986, des militaires philippins ont ouvert le feu sur d'autres militaires philippins. On ne pouvait imaginer pire



Lambert-Stipa Press

*Avec le général Ramos en juin 1986*

climat pour le référendum de lundi. Cory comptait sur un scrutin paisible et une large victoire du oui, pour obtenir une légitimité que la droite lui conteste. Objectif incertain. L'extrême-gauche s'appête à faire voter « non » pour punir la présidente de n'avoir pas tenu ses promesses sociales. Et les partisans de Marcos viennent de montrer, une fois de plus, qu'ils sont prêts à tout pour faire échouer ce référendum décisif.

R. B.



*La joie des Verts après le résultat*

ALLEMAGNE

## 42 Verts au Bundestag

Helmut Kohl a gagné. Mais sans gloire. Son parti, la CDU, et la CSU, son alliée bavaroise, ont perdu ensemble 21 sièges. Kohl reste chancelier par la grâce des libéraux de Hans Dietrich Genscher qui, lui, a gagné 12 sièges. Ministre des Affaires étrangères dans le précédent cabinet, attaché à la détente et à l'Ostpolitik, il revient en vainqueur dans la coalition.

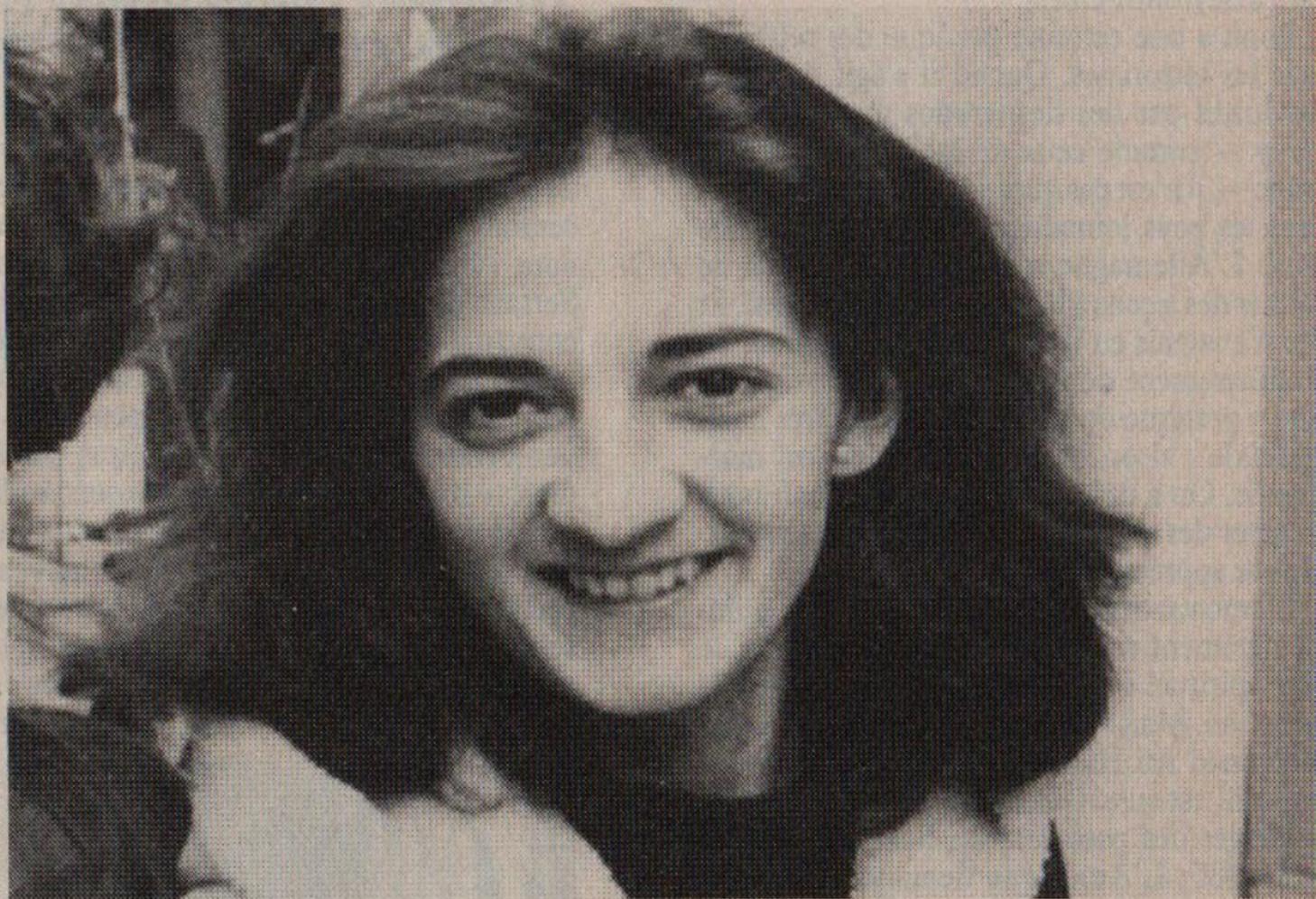
Franz Josef Strauss, qui rêvait de prendre sa place à Bonn, va devoir terminer sa propre carrière politique à Munich, dans la capitale bavaroise. Bref, les accents ultraconservateurs de la campagne électorale de la droite n'ont pas trouvé un écho majoritaire dans le cœur des Allemands.

Les sociaux-démocrates quant à eux ont fait, avec 37 % des voix, un score honorable, ne perdant que 7 sièges là où certains leur annonçaient une débâcle. Les vrais vainqueurs, toutefois, ce sont les Verts, qui doublent presque leur mise, passant de 27 à 42 députés. Ils verront sans déplaisir que leur première séance de parlementaires sera présidée par quelqu'un qu'ils ont parfois côtoyé dans des manifestations : papy Willy Brandt, 73 ans, doyen d'âge du Bundestag. Il a beaucoup œuvré au rapprochement des sociaux-démocrates avec les Verts, et ce sera encore l'un des grands débats allemands des mois à venir.

## MÉDECINS SANS FRONTIÈRES L'accident somalien

Un coup de pub : c'est probablement la seule explication du rapt de dix volontaires de Médecins sans Frontières, six femmes et quatre hommes, il y a une semaine, dans le nord-ouest de la Somalie. Aucune revendication de l'enlèvement n'est encore parvenue à Paris, mais il paraît clair que les guérilleros qui ont attaqué le camp de réfugiés éthiopiens de Tug-Wajale et pris en otages les dix médecins, infirmières et logisticiens appartiennent au Mouvement national somalien (MNS), une organisation hostile au gouvernement somalien, soutenue par l'Éthiopie. C'est avec des représentants de ce mouvement que les responsables de MSF ont pris contact à Londres et à Rome tandis qu'un émissaire du gouvernement français, Fernand Wibaux, ancien ambassadeur à Beyrouth, s'envolait pour Addis-Abeba. Reste, pour le MNS, à « gérer » son coup de pub en organisant une libération spectaculaire qui ne gênera pas ses protecteurs éthiopiens et qui pourrait avoir lieu en territoire djiboutien...

R. B.



Gottia-Sipa Press

*Maria Dolores Catarain « Yoyes »*